





Les journées de la
coopération UE - Liban

**Développement
social**



Les journées de la coopération UE - Liban

Développement social



2012

Réforme de l'éducation en action

€ 8 000 000

Ce projet complète le soutien de l'UE aux réformes du Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur dans les domaines du maintien et de la réussite des élèves (prévention de l'abandon scolaire), de l'éducation à la citoyenneté et de la formation professionnelle; cela inclut un soutien multiple aux initiatives au niveau des écoles et au niveau industriel avec la formation professionnelle. Ce projet permettra, en particulier, de financer des projets scolaires (lancés par les écoles, les comités des parents, les municipalités ou les organisations de la société civile), une recherche active dans l'éducation et les écoles techniques professionnelles fondées sur le principe de la coopération entreprise-École (un « système double »).

2009

Euro-Med Jeunesse IV

€ 300 000

Le programme "Euro-Med jeunesse" vise à encourager la compréhension mutuelle et partagée parmi les jeunes de 15 à 30 ans des 36 pays euro-méditerranéens partenaires (27 pays membres de l'UE et 9 pays sud méditerranéens), afin de lutter contre les stéréotypes et les préjugés, et de renforcer la solidarité à travers la promotion de la citoyenneté. Le programme contribue aussi au développement des politiques de la jeunesse à travers le renforcement du partenariat entre l'Union européenne et les pays méditerranéens partenaires. Le budget global de la phase IV du programme s'élève à €5 millions financés par l'Union européenne. Le projet Euro-Med Jeunesse IV soutiendra les actions concrètes mises en œuvre par les organisations non gouvernementales suivant des appels à proposition, avec une concentration sur trois types d'action : l'échange de jeunes, le service de bénévolat/volontariat, la formation et la création de réseaux. Il réalise de même un programme de formation afin de renforcer le rôle de l'unité Euro-Med jeunesse chargée de la gestion au niveau local du programme, afin d'acquies un statut légal qui permettra d'avoir un rôle efficace dans les stratégies nationales.

2009

Promouvoir la participation des femmes et des jeunes dans les procédés de développement locaux

€ 447 285

Ce projet est mis en œuvre par l'Union des municipalités de Hermel, en partenariat avec la ville de Tanger au Maroc et la province de Rome en Italie. Les objectifs généraux de l'action sont la lutte contre la pauvreté et le développement économique durable, à travers la promotion de l'émancipation de la femme et l'égalité des sexes. L'objectif spécifique de cette initiative sera d'augmenter la participation de la femme et des jeunes dans les procédés de développement local à travers le renforcement de leur participation dans les domaines social, économique et politique.

A l'évidence, la participation inégale des femmes dans l'économie freine la croissance économique et empêche la répartition équitable des ressources publiques. Le Liban et le Maroc, pays où est mené le projet, se caractérisent tous deux par un taux élevé de dépendance. En outre, là où la pyramide d'âge montre une nette prédominance des jeunes, cette classe d'âge fait face à des difficultés dans la recherche d'un emploi qualifié. Dans ce contexte, le projet cherche à transférer la connaissance et l'expérience réussie de la Province de Rome qui développa un modèle spécifique – le bureau des femmes et des jeunes – en offrant des emplois et de l'orientation aux formations professionnelles, des services de conseils et de soutien professionnel aux jeunes et aux femmes au chômage. A ce



2009

jour, 250 femmes et jeunes à Hermel et 250 à Tanger se sont présentés au bureau des femmes et des jeunes, afin de recevoir des informations concernant le développement dans le domaine des affaires/carrières.

Soutenir la réforme de l'éducation et la gestion des finances publiques.

€ 13 700 000

Plusieurs écoles publiques au Liban souffrent d'un manque d'installations et d'équipements, d'une faible qualité d'enseignement et de taux élevés de redoublement de classe et d'abandon scolaire. Malgré l'introduction de l'éducation civique dans le cursus, les concepts de citoyenneté et de cohésion sociale ne sont pas suffisamment mis en valeur par le système éducatif. En 2010, le Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur libanais a adopté un programme de réformes sur ces sujets. L'UE soutient le ministère dans ces réformes en finançant la mise en place de deux programmes à grand budget et bien maîtrisés sur l'ensemble du pays : 1) un programme pour améliorer le maintien et la réussite des élèves et 2) un programme pour l'éducation à la citoyenneté. Ces deux programmes utiliseront les méthodes d'apprentissage actif et porteront, par exemple, sur le développement d'un nouvel matériel d'enseignement et d'apprentissage, la formation des enseignants et le soutien des comités des parents et des élèves.

Depuis
2002

TEMPUS

€ 9 500 000

Instauré en 1990, Tempus est le plus ancien programme toujours en cours de l'Union européenne. Il participe à la modernisation et à la coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur. Tempus couvre aujourd'hui 26 pays partenaires dans l'Ouest des Balkans, en Europe de l'Est, en Asie centrale, en Afrique du Nord et au Moyen Orient.

Depuis son lancement au Liban en 2002, le programme Tempus a financé 38 projets avec un budget global de 9.8 millions d'euros. Il a soutenu les universités publiques et privées dans divers domaines tels l'ingénierie, la technologie, la biotechnologie, l'ingénierie industrielle, les sciences agro-alimentaires, le tourisme, les études interculturelles, l'urbanisme, la sylviculture, les neurosciences et l'assurance qualité. S'ajoutent aussi l'accréditation, les relations internationales, la gestion moderne, le développement territorial, l'entrepreneuriat, le renforcement des capacités institutionnelles, la durabilité et la santé publique, en plus des études des collèges doctoraux. De plus, Tempus a financé plus de 100 bourses de mobilité offertes aux universitaires libanais issus de presque toutes les institutions d'enseignement supérieur.

De plus, en 2011, le programme Tempus a financé deux projets impliquant 18 universités et organisations. Les projets ont porté sur les domaines de l'employabilité et de l'assurance qualité au niveau national.

LT

DCI-HUM (3 contrats)

€ 1 244 607

1) Aide Chrétienne: "la protection des enfants des conflits au Moyen Orient" (€ 481 483) Le projet a pour but la protection des droits de l'enfant tels qu'ils sont consacrés par le droit international et les conventions. L'objectif spécifique du projet vise à soutenir la société civile au Moyen Orient afin de travailler efficacement à la réduction de l'impact des conflits sur les enfants du Liban et de Gaza.

Soutenir les enfants touchés par les conflits armés au Liban: € 600,000.

Les journées de la coopération UE - Liban

Développement social

2) RESTART : « Soutenir les enfants touchés par les conflits armés au Liban » (€ 600 000) ; les principales actions de ce projet portent sur le développement des mécanismes de la protection nationale, y compris le développement d'un plan de gestion d'urgence et des services de réhabilitation aux enfants touchés par les conflits armés. Le projet inclut aussi le soutien aux procédés de réconciliation nationale, notamment entre les enfants libanais et palestiniens, à travers une meilleure prise de conscience de toutes les parties concernées, des droits de l'enfant. Il intègre aussi le partage et la diffusion du savoir-faire et des compétences acquis à travers ce projet entre tous les acteurs concernés.

3) IDRAAC : « Renforcement de la résilience parmi les enfants libanais exposés aux conflits armés » (€ 185 320) L'objectif général de ce projet est de contribuer au bien-être psychologique des enfants en âge d'être scolarisés et qui ont été exposés à la guerre au Liban. Il vise aussi à renforcer les capacités des enseignants et des parents afin d'offrir un meilleur soutien psychologique aux enfants exposés à la guerre. Les activités principales ont été orientées vers la sensibilisation sur le sujet de la santé mentale et les problèmes psychosociaux parmi les parents d'enfants en âge d'être scolarisés et des adolescents exposés à la guerre.



BELGIQUE

2009 -
2011

2011 -
2013

Éducation

€ 624 330

Éducation

€ 541 178

Projet "Éduquer les enfants aux normes humanitaires"

L'un des grands défis pour consolider la paix au Liban reste le rétablissement du dialogue entre les communautés, un dialogue basé sur le respect de la différence, la tolérance et la solidarité. L'objectif du projet, financé par le Bureau Fédéral Belge des Affaires Étrangères, le Bureau du Commerce extérieur, du Développement et de la Coopération, et la Croix Rouge belge, est de répondre à cette problématique en mettant l'accent sur les normes humanitaires et en les diffusant à travers le Département Jeunesse de la Croix Rouge libanaise. Dans un premier temps, les volontaires recrutés participent à dix-sept ateliers de travail qui ont lieu au Liban et en Belgique, pour se former à la résolution des conflits, au droit international humanitaire, aux droits de l'Homme, etc. Une fois la formation achevée, ces volontaires seront affectés aux Centres Jeunesse de la Croix-Rouge, dans lesquels ils travailleront sur des microprojets pédagogiques qui visent à mieux sensibiliser la jeunesse libanaise.

De 2009 à 2012, plus de 800 jeunes volontaires actifs répartis dans 30 Centres Jeunesse ont été formés; ils ont à leur tour lancé une centaine de microprojets. En outre, plus de 76.000 jeunes ont été sensibilisés aux normes humanitaires et à la non-violence.



ALLEMAGNE

2012

École Johann Ludwig Schneller

€ 6 111

Municipalité de ballouneh

€ 7 371



2009 -
2013

GRÈCE

Réhabilitation des centres médicaux à kherbit kanafar -bekaa et saida, et fourniture d'équipements

€ 920 000

Réhabilitation des centres médicaux à Kherbit Kanafar -Bekaa et Saida, et fourniture d'équipements

L'ONG grecque EKEVYL et le Conseil pour le Développement et la Reconstruction sont chargés de la mise en œuvre du projet et ce, en coordination avec le Ministère de la Santé libanais.

Objectifs du projet: Amélioration du fonctionnement des centres médicaux.

Réalisations à ce jour : Travaux de construction achevés

Coordonnées

Dr. Wafa Charaf Eldine

CDR

wafac@cdr.gov.lb

Education

€ 2 900 000

"Collectivités adaptées aux enfants" Initiative: renforcement de la planification politique décentralisée pour répondre aux exclusions socio-économiques (Subvention de € 1.200.000)

Mené par : UNICEF

L'initiative de CFC était un projet pilote qui s'est déroulé dans trois villages/communes: Deir Dalloum/Zouk el Mukashareen, Fnaydeq et Wadi el Jamous dans la région de Akkar. Les principales actions de l'initiative de CFC sont: la formation des décideurs et des prestataires de services, la réhabilitation de l'infrastructure de base des écoles publiques, la fourniture de matériel nécessaire pour les écoles, la mise en place de petits projets générés par la communauté et la création de réseaux et d'alliances.

Programme d'intégration nationale au Liban (Subvention de € 1,500,000)

Mené par: le gouvernement libanais

Le programme a été redirigé par le MOSA vers d'autres projets, tels que le programme pour la gestion des ONG, le programme national du service des volontaires, le projet «Journal de Braille» et d'autres projets de développement social.

Cadre national de qualification au Liban (Subvention de € 100.000)

Mené par: ETF

Ce projet vise à instituer un cadre national de qualifications universitaires et techniques afin d'améliorer l'employabilité et de faciliter la mobilité des personnes.

L'apprentissage de l'entrepreneuriat au Liban (Subvention de € 100.000)

Mis en œuvre par: ETF

Le projet contribue à la promotion d'une politique d'apprentissage de l'entrepreneuriat au sein du système éducatif et ce, en soutenant l'introduction d'un esprit entrepreneurial et des compétences clés au Liban.



ITALIE

Les journées de la coopération UE - Liban

Développement social

Protection sociale

€ 3 415 805

Renforcer les institutions libanaises et soutenir les groupes les plus vulnérables au niveau local (Subvention de € 2,240,500)

Mené par: le gouvernement libanais

Le projet vise à contribuer à sensibiliser les institutions libanaises et à renforcer leurs capacités des institutions libanaises afin de prendre soin des jeunes libanais les plus vulnérables, et en particulier, de ceux qui sont exposés aux risques d'abus et aux formes de violence intolérable, tels le trafic humain et l'exploitation, qui plus est dans sa dimension genrée. Le projet prévoit une série d'interventions qui ciblent le niveau de base et local inspiré de la méthode des « villes amies des enfants », un concept développé dans le cadre de la convention de la protection de l'enfant. Ces actions s'appuient sur la participation de trois municipalités libanaises et leur volonté d'identifier leurs besoins et mettre en œuvre des plans d'action spécifiques pour soutenir le bien-être et la promotion des droits fondamentaux des mineurs qui vivent dans leurs quartiers. Cette intervention pilote visera le nord du Liban en premier, en vue d'équilibrer l'engagement de la coopération italienne en faveur de la population libanaise dans sa globalité (étant donné que la coopération avait jusqu'ici travaillé dans la région du sud).

Promotion d'un modèle opérationnel de l'implication d'une école primaire pour enfants ayant des besoins spécifiques au Liban (Subvention de € 675,305)

Mené par: GVC NGO

Ce projet contribue à assurer l'égalité substantielle de chances pour les enfants ayant des besoins spécifiques différents, à travers (i) le pilotage d'un modèle opérationnel de l'implication d'une école primaire, et (ii) l'élaboration de lignes directrices opérationnelles avec les institutions nationales compétentes. L'initiative contribue, d'une part, à améliorer les compétences éducatives, culturelles et opérationnelles du personnel de l'école (enseignants, directeurs d'écoles, éducateurs, assistants sociaux, fonctionnaires) ; et d'autre part, elle stimule les institutions compétentes, la société civile et la communauté toute entière dans la participation active au processus de l'implication sociale des enfants ayant des besoins spécifiques, à travers des séminaires et des activités de sensibilisation avec les familles des enfants (qu'ils aient ou non des besoins spécifiques).

Le pilotage se déroule dans six écoles primaires publiques, réparties sur l'ensemble du territoire national. Dans chaque école, 10 enfants aux besoins spécifiques seront introduits dans la base d'un Projet éducatif personnalisé (PEP) préparé par un éducateur spécialisé. Par ailleurs, des actions spécifiques sont envisagées pour améliorer l'accès des enfants aveugles à l'éducation, en adaptant des programmes scolaires au braille (classes Eb1-Eb9). Toute l'intervention est gérée par une commission de coordination technique qui implique les organisations partenaires, les représentants du Ministère de l'Éducation et le secteur des experts.

Système national de ciblage de la pauvreté pour les programmes de filets de sécurité sociale (Subvention de € 500,000)

Mené par: le gouvernement libanais

Ce projet vise à établir un mécanisme national de ciblage de la pauvreté qui sera utilisé par le gouvernement libanais pour orienter l'assistance sociale et les services sociaux. Suite à une enquête nationale, le projet identifie les familles libanaises vivant sous le seuil de pauvreté prédéterminé. L'action vise à créer une base de données des familles vulnérables, qui serait mise à jour et constituerait la principale référence qu'utiliserait le gouvernement libanais pour développer des mesures d'assistance financières directes.



Santé

€ 5 722 500

Greffe d'une moelle osseuse à l'hôpital public Rafic Hariri à Beyrouth (Subvention de € 300,000)

Mené par : gestion directe (: gestion directe)

Le projet vise à augmenter les chances de survie et à améliorer la qualité de vie des patients atteints de thalassémie majeure et des maladies onco-hématologiques.

Réhabilitation du centre hospitalier universitaire de Baabda (Subvention de € 3 300 000)

Mené par: le gouvernement libanais

Le projet contribue à la construction du centre hospitalier universitaire à Baabda qui est prévu pour recevoir 100 lits et offrir une formation à une centaine d'étudiants de l'Université libanaise chaque année.

Mise en œuvre de la politique sanitaire mère et enfant du Ministère de la Santé dans les zones défavorisées (Subvention de € 1 300 000)

Mené par : gestion directe

Le projet soutient le Ministère de la Santé publique dans la mise en œuvre d'un ensemble de services sanitaires mère et enfant, qui comprend les soins pré et postnataux et l'assistance à l'accouchement dans 13 hôpitaux gouvernementaux des zones périphériques et défavorisées du Liban. Les bénéficiaires de ces nouveaux services sont les femmes enceintes sans assurance maladie. Le soutien de la Coopération italienne traite plusieurs aspects tels la formation, le renforcement des capacités, la réhabilitation et l'équipement des cliniques externes, les TIC et la mise en place complète du système. Les services de santé prévus dans l'ensemble sont financés par le Ministère de la Santé publique à travers les hôpitaux publics concernés. Cela permet un meilleur accès aux services de santé autres que l'hospitalisation.

Amélioration des services d'urgence pré-hospitalisation et de la réaction des services d'urgence à une échelle maximale au Liban (Subvention de € 797 500)

Mené par: l'ONG CISP

L'objectif premier de ce programme est d'améliorer les services de santé nationale dans la phase pré-hospitalisation et de renforcer la réaction des services d'urgence à une échelle maximale, grâce à l'amélioration et la systématisation des centres d'opération de la Croix-Rouge libanaise. Les bénéficiaires directs de ce programme sont 4 centres opérationnels de la Croix-Rouge, ainsi que 43 centres d'aide médicale et tous les Libanais qui ont recours à la CRL pour des services de santé. Le programme poursuit les objectifs stratégiques suivants : améliorer l'évaluation pré-hospitalisation avec la prise en charge en réanimation médicale ; renforcer le mécanisme de coordination entre les 4 centres opérationnels; et fournir à la CRL un système efficace de gestion des incidents médicaux majeurs d'urgences.

Les journées de la coopération UE - Liban

Développement social

Activité thérapeutique par le théâtre à l'hôpital psychiatrique Al Fanar à Zahrani (Subvention de € 25 000)

Mené par : gestion directe

Le projet vise à instaurer des ateliers de thérapie par le théâtre avec environ 25 patients sélectionnés à l'hôpital psychiatrique Al Fanar à Zahrani, afin de faciliter leur évolution personnelle et d'améliorer leur santé mentale.

Jeunesse € 355 000

Amélioration des services éducatifs pour les enfants et promotion socio-culturelle des jeunes libanais à travers des formations professionnelles et l'insertion dans le marché de travail (Subvention de € 200 000)

Mené par: ONG VIDES

Le projet vise à réduire le chômage des jeunes au Liban dans les régions du Mont Liban et la Bekaa, où de nombreux jeunes sont obligés d'abandonner l'école pour des raisons économiques.

Soutenir l'insertion des jeunes dans la région du Nord à travers la mise en valeur de la culture du volontariat/bénévolat et du sport (Subvention de € 60 000)

Mené par : gestion directe

L'initiative lancée par la Fondation Safadi, consolide et renforce les précédentes actions qui ont traité les besoins urgents et qui ont produit de meilleures pratiques en termes de processus d'intégration pour contribuer à la stabilité du pays. L'action contribue à l'autonomisation des jeunes dans les régions de Tripoli et Al Mina et ce, à travers l'orientation des jeunes à l'opposé des comportements à risque. Elle assure, en particulier, une formation et des sessions de renforcement pour des enseignants et des jeunes de la région de Tripoli (Al Mina, Tripoli et Beddawi), et organise des sessions communautaires sur divers sujets.

Projet "Les escaliers de l'intégration" (Subvention de € 95 000)

Mené par : gestion directe

Avec la collaboration de «L'orphelinat de Tripoli pour la protection sociale», le projet «Les escaliers de l'intégration» mené par la Fondation Safadi, vise à intégrer la communauté des vieux quartiers de Tripoli, en ciblant les jeunes vulnérables et en s'assurant de leur participation efficace dans les préoccupations locales, grâce à des actions communes de citoyenneté. Aussi, l'action réhabilite l'escalier traditionnel qui relie le centre historique de Tripoli à d'autres quartiers.

Cinq bourses d'études Chevening par an £ 25 000 par boursier

Chevening est un projet global, qui finance des boursiers qui postulent pour des études de master en Grande Bretagne.



ROYAUME-
UNI



Dix bourses chaque année d'un programme régional entrepris par JSMT (John Smith Memorial Trust)

€ 10 000 par boursier

Le programme de bourses "John Smith" (JSMT) est un programme intensif axé sur la primauté du droit et la justice sociale, et qui s'adresse: à la génération de futurs dirigeants au Liban, en Jordanie, en Iraq, à Bahreïn et à Oman ; aux jeunes engagés dans la politique; aux institutions étatiques ou à la société civile participant à la promotion des réformes. Les boursiers s'engagent à effectuer un séjour de court terme en Grande Bretagne et reçoivent une aide dans la planification et la préparation de « plan d'action individuel » mis en œuvre concrètement au Liban par la suite.



2010 -
2015

Une offre culturelle diversifiée pour la jeunesse libanaise

\$ 780 000 / an

L'objectif prioritaire du projet est d'agir sur l'environnement culturel scolaire en renforçant la qualité de l'éducation et en proposant des formations à destination des formateurs et des enseignants. Ce projet appuie le plan quinquennal du Ministère de l'Éducation libanaise, dans le secteur «éducation 2010-2015».

Il s'agit tout particulièrement d'améliorer la performance des établissements scolaires, de renforcer la gouvernance institutionnelle du système éducatif, de moderniser la méthodologie pratiquée dans les classes et d'actualiser les programmes d'études.

Dans ce cadre, en plus de sessions de formation, sont organisés un volet jeunesse du Salon du livre francophone de Beyrouth (20 000 écoliers chaque année), des manifestations culturelles, des rallyes pédagogiques et des concours scolaires. Des tournées de spectacle, des projections de films, ainsi que des expositions sont diffusées dans le réseau d'écoles et de bibliothèques publiques au Liban.

Ces initiatives sont menées en partenariat avec les écoles publiques et les écoles privées au Liban, les bibliothèques publiques, des associations françaises et libanaises, le Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur français, le Centre de recherches et de développement pédagogiques, ainsi que le Ministère de la Culture au Liban.

La France accorde 780 000 dollars par an pour ces initiatives.

Soutien aux universités - Sections art et audiovisuel

€ 27 000

Le programme de coopération, développé depuis de nombreuses années par la France, porte sur les formations initiales en cinéma, arts visuels, architecture et urbanisme, dispensées par les universités au Liban. Il participe aussi aux échanges de professionnels français et libanais et à l'achat de matériels. Trois universités bénéficient de ces soutiens : l'Université Libanaise, l'Académie Libanaise des Beaux-arts (ALBA) et l'Université Saint-Joseph (section IESAV).

Ce programme reçoit un financement de 27 000 euros en 2013.

Les journées de la coopération UE - Liban

Développement social

Coopération universitaire et scientifique

€ 824 000

Programme annuel de soutien de l'Ambassade de France aux projets universitaires libanais (enseignement et recherche).

En 2012, dans ce programme de coopération, l'Ambassade de France a financé 29 bourses scientifiques, 134 invitations d'enseignants-chercheurs libanais et 152 missions d'enseignants-chercheurs Français

Programme CEDRE d'appui à la coopération scientifique franco-libanaise (appel à projet annuel destiné à appuyer financièrement les projets de recherche entre des laboratoires français et libanais). Le Programme CEDRE représente une enveloppe de 150 000€ sur le budget annuel de la coopération scientifique. La participation du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche français sur ce programme s'élève à 75 000€ par an, ce qui donne une contribution globale de 225 000€ par an de la France à ce programme.

Contact :

Gilles.thuaudet@diplomatie.gouv.fr

Romain.chapouly@diplomatie.gouv.fr

Mettre la pluralité linguistique au cœur de l'entreprise

€ 30 000

L'objectif est de promouvoir le plurilinguisme professionnel, de montrer que les langues et la diversité linguistique sont un atout dans le monde de l'entreprise, en sensibilisant sur ce sujet les départements de français des universités et les acteurs du monde économique au Liban.

Il s'agit en particulier d'assurer la mise en adéquation des besoins en matière de formations linguistiques du monde de l'entreprise et de renforcer l'attractivité des départements universitaires.

Suite à un forum régional du français professionnel organisé en 2012 et dans le cadre du Pacte linguistique signé en 2010 par le Président de la République libanaise et le Secrétaire Général de l'Organisation internationale de la Francophonie, un label trilingue arabe - français - anglais sera créé en 2013 dans le secteur de l'hôtellerie restauration.

En partenariat avec le Ministère du Tourisme libanaise, l'Ambassade de France apportera un soutien de 30 000 euros à ce projet en 2013.

Prêts aux étudiants

€ 25 000 000 (prêts)

Ce projet vise à faciliter l'accès à l'enseignement supérieur libanaise par la mise en place d'une offre bancaire concessionnelle de prêts étudiants ouverte aux étudiants socialement défavorisés. Il s'agit aussi de contribuer à l'amélioration du niveau de formation des étudiants libanais et à leur insertion dans le marché du travail.

Le projet améliorera l'accès à l'enseignement universitaire privé en permettant notamment à des étudiants issus de milieux défavorisés d'accéder à un crédit pour leurs études. Il contribuera aussi à l'amélioration de la situation financière des universités et au renforcement du capital humain.

Les partenaires du projet sont la Banque Byblos et 9 universités privées.

2010 -
2014



Cette ligne de crédit pour étudiants est alimentée par un prêt bonifié de 25 millions d'euros accordé par la France. 12 millions d'euros ont déjà été engagés. Un prochain décaissement est en cours. 850 étudiants inscrits en première année et venant de milieux sociaux défavorisés ont d'ores et déjà bénéficié de ces prêts.

2011-
2014

Prêts aux hôpitaux **€ 18 000 000 (prêts)**

L'objectif du projet est d'améliorer l'accès des populations aux soins hospitaliers, en prenant en compte des aspects environnementaux dans la gestion des hôpitaux privés. Le projet consiste en la mise en place d'une ligne de crédit de 18 millions d'euros, auprès de la Banque Libano Française, pour le financement des investissements des hôpitaux privés en infrastructures (constructions neuves ou modernisation) et en équipements. Le projet doit aussi permettre des opérations de restructuration de la dette dans le respect d'un certain nombre de critères d'éligibilité visant à favoriser les investissements dans les zones actuellement peu couvertes en lits hospitaliers, l'accueil de patients dépourvus d'une assurance privée et les comportements responsables en matière environnementale, notamment concernant l'élimination des déchets. Début 2013, un premier hôpital avait déjà bénéficié de ce dispositif (région du Mont Liban).

Appui à l'éducation au Liban **€ 45 000 000 (prêt) et € 1 500 000 (subvention)**

L'objectif général du concours de l'AFD est d'améliorer l'accès à une éducation de qualité au Liban (du préscolaire au secondaire), afin de contribuer au développement équitable du capital humain du pays et aux conditions durables de sa croissance.

Le projet consiste à développer l'offre publique d'éducation dans les zones défavorisées du Liban (Akkar, Bekaa et Metn) afin d'améliorer les conditions d'accueil et d'enseignement dans les établissements publics et de mieux assurer la continuité de l'offre scolaire. Il a également pour objectif d'améliorer la qualité de l'éducation, en rendant plus efficace le pilotage du système de formation continue des enseignants et en renforçant les capacités des acteurs pédagogiques et de leur encadrement.

Le projet représente 45M€ de prêt et 1,5M€ de subventions dédiées au renforcement des capacités.

Les bénéficiaires sont le Ministère de l'Éducation et le CRDP pour la partie pédagogique (formation des formateurs/gouvernance sectorielle notamment) et le CDR pour la partie infrastructures/ construction d'écoles. La durée d'exécution du projet prévue est de 5 ans. Les autres principaux bailleurs de fonds sont : Banque mondiale, USAID, UE, Unicef.

2011 -
2013

Appui aux porteurs de projets d'activités génératrices de revenus **€ 102 000**

Dans le cadre de son Fonds Social de Développement 2011/2012, la France a soutenu l'action de deux associations visant à mettre en place d'activités génératrices de revenus : l'association Fair Trade Lebanon (80 000 euros) et l'association ALPHA (22 000 euros).

Fair Trade Lebanon a mené un projet de développement de la filière oléicole au sein de la coopérative de production agro-alimentaire des femmes de Ain Ebel (Sud-Liban) au bénéfice de la coopérative des oléiculteurs de Qleyaa : aménagement des locaux, achat d'équipements, formations, procédures de certification.

Les journées de la coopération UE - Liban

Développement social

ALPHA a mis en œuvre un projet de développement agricole et économique au profit d'une coopérative d'agriculteurs à Tibnine (Sud-Liban) : achat d'équipement et formations.

Ces projets, toujours en cours, (période d'exécution 2011-2013) permettent aux producteurs, et en particulier aux femmes, de passer d'une activité informelle à une activité officielle génératrice de revenus stables.

Appui aux populations vulnérables - sud-liban € 258 000

Dans le cadre de son Fonds Social de Développement 2011/2012, la France soutient, pour la période 2011-2013, des microprojets proposés et mis en œuvre par des organisations issues de la société civile, pour aider les populations vulnérables du Sud- Liban. L'objectif de ce FSD est de permettre de lutter contre la pauvreté et de renforcer la société civile en agissant au plus près des communautés pour appuyer leurs initiatives. Ces microprojets devraient être exécutés jusqu'à la fin de l'année 2013.

Quatre associations ont été soutenues : ALPHA, School for Children with Special Needs, Association AMEL, Association pour la Protection de l'Enfant de la Guerre (APEG). Elles ont reçu entre 13.000 et 85.000 euros en fonction de l'envergure de leur projet, pour un montant total de 258 000 euros. Les actions mises en œuvre touchent des publics vulnérables et sont de diverses natures : réhabilitation de centres médicaux, formation de professeurs, activités culturelles et éducatives, etc.

Les projets ont permis une amélioration sensible des conditions de vie des bénéficiaires.

Renforcement des capacités du système du don et de la transplantation € 500 000

• L'objectif de ce projet, organisé en trois phases, est de coopérer et de contribuer à la consolidation du modèle de subvention et aux actes de transplantation d'organes et de tissus au Liban, afin de répondre aux besoins de santé publique. Ce projet vise également à sensibiliser la population et la communauté médicale, en tenant compte des contextes culturel, social et religieux de la population libanaise.

• Ainsi, les capacités du système des hôpitaux publics et des soins de santé, ainsi que son organisation dans un réseau de coordinateurs de transplantation ont été développés. De même, un système d'information fiable a été créé sous le contrôle de paramètres médicaux internationaux, ce qui permet d'enregistrer les dons d'organes et les patients sur la liste d'attente avec objectivité, transparence et non-discrimination. Les protocoles de donation et de transplantation ont été développés au sein des hôpitaux.



ESPAGNE

2009 -
2013